l'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

Jeudi
28 octobre 1976

No 555

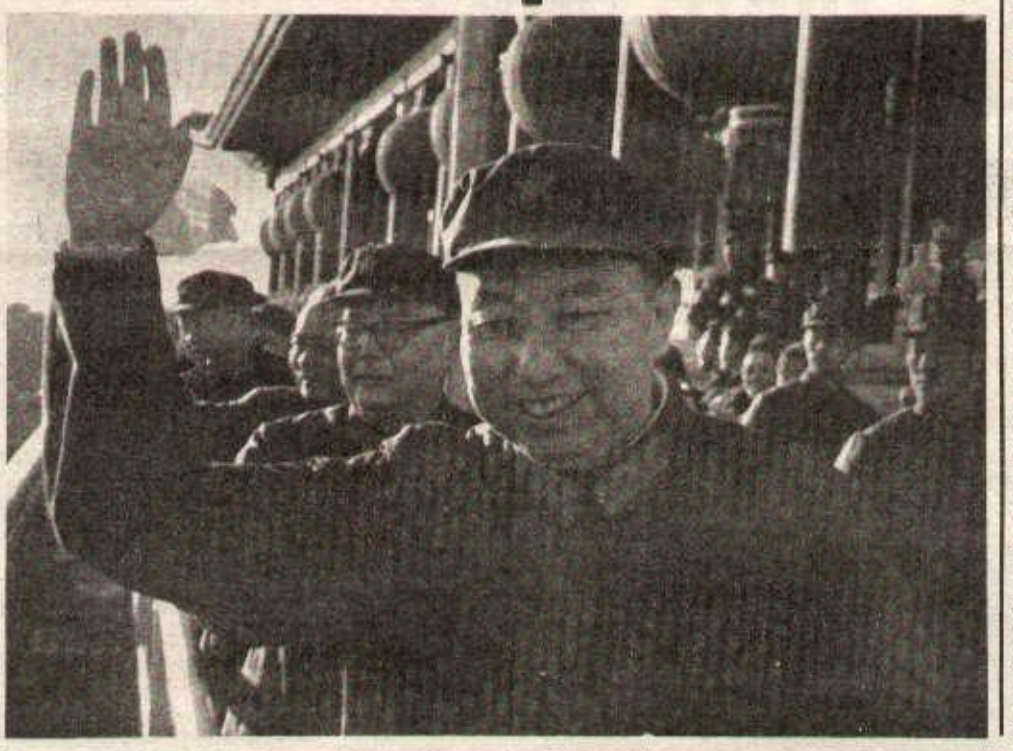
1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 57952

Message du camarade Enver Hoxha

Messages adressés au président Houa Kouo-feng par Enver Hoxha Kim Il Sung Khieu Samphan



Le camarade Enver Hoxha, premier secrétaire du Comité central du Parti du travail d'Albanie, a adressé un message au camarade Houa Kouo-feng pour lui exprimer ses félicitations à l'occasion de sa nomination au poste de président du Comité central du Parti communiste chinois. Voici le texte du message.

«Je tiens, au nom du Comité central du Parti du travail d'Albanie et en mon nom personnel, à exprimer mes félicitations à l'occasion de votre nomination à la présidence du Comité central du Parti communiste chinois fondé par le président Mao Tsé-toung, éminent marxiste-léniniste.

»Il existe entre le peuple albanais et le grand peuple chinois, entre le Parti du travail d'Albanie et le Parti communiste chinois ainsi qu'entre nos deux pays une grande amitié militante et une étroite coopération fraternelle, basées sur le marxisme-léninisme et le principe de l'internationalisme prolétarien.

»Que cette amitié et cette coopération sincère se développent et se renforcent chaque jour davantage dans l'intérêt de la construction socialiste dans nos deux pays et de la lutte commune contre l'impérialisme américain, le social-impérialisme soviétique, le révisionnisme moderne et la réaction, pour le triomphe de la révolution et du socialisme».

(Suite des messages en p. 2)

Juan Carlos à la porte !

C'est ce mercredi que l'héritier de Franco, Juan Carlos, arrive en France pour une visite officielle.

Cette visite a été activement préparée au cours de ces derniers mois par un développement important de la collaboration policière entre les polices française et espagnole et par plusieurs rencontres entre Poniatowski et son compère de Madrid. Le résultat de ces rapports étroits a été l'interdiction du FRAP en France ainsi que de nombreuses mesures frappant les antifascistes d'Espagne résidant en France.

Dernièrement encore, la ville de Bayonne a été mise en état de siège par de très nombreux flics, qui ont procédé à des perquisitions, des interpellations visant les réfugiés antifascistes basques.

Au cours de ces derniers mois, ceux-ci ont été l'objet de mesures d'emprisonnement appelées «internement administratif», afin de les empêcher de poursuivre leur lutte contre le pouvoir fasciste de Juan Carlos.

Cette collaboration s'est encore manifestée par la bienveillance de la police française vis-à-vis des bandes fascistes venues en France pour se livrer à des attentats et des tentatives d'assassinats contre des réfugiés politiques. Ces criminels agissant en rapport avec le gouvernement espagnol n'ont pas été le moins du monde inquiétés. Par contre, lorsque les réfugiés politiques ont voulu s'organiser pour se défendre, le gouvernement français a pris à leur égard des mesures répressives et a condamnés certains à des peines de prison.

Cette politique vient de se manifester à nouveau à la veille de la venue de Juan Carlos par l'arrestation de plusieurs dizaines de réfugiés politiques internés à l'île d'Yeu, l'île de Ré et à Belle-île-en-mer. Plusieurs dizaines d'autres sont assignés à résidence.

La visite en France de l'héritier de Franco se fera sous la protection de plusieurs milliers de flics tant il est vrai qu'il n'est pas le bienvenu dans notre pays. Si Giscard d'Estaing et celui qui porte déjà à son compte plusieurs assassinats d'ouvriers et d'étudiants sont faits pour s'entendre, la place de notre peuple est, elle, au côté du peuple espagnol en lutte pour sa liberté. Dans notre pays, quand quelqu'un n'est pas le bienvenu on lui dit : A LA PORTE !

Appel du comité de coordination des foyers Sonacotra

CLAUDIUS-PETIT PASSERA-T-IL EN CORRECTIONNELLE ?

Le 11 juin 1976 les résidents de trois foyers en grève portaient plainte contre la Sonacotra pour pratique de prix illicites.

Pour la même raison le directeur du foyer AFTAM de Compiègne est convoqué en correctionnelle, mais les plaintes et la procédure engagée auprès du Conseil d'État pour les 18 résidents, expulsés du territoire en avril, est toujours bloquée.

Par contre, Monsieur Claudius Petit, président de la Sonacotra, accentue la répression ; il entame des procédures pour saisies-arrêts sur salaire pensant ainsi casser la lutte des résidents. Le 28 octobre, 50 résidents du foyer de Montreuil sont convoqués au tribunal d'instance de Montreuil. Le Comité de coordination appelle tous les travailleurs, français et immigrés, à riposter contre cette nouvelle répression en se rassemblant :

Jeudi 28 octobre à 14 h 30
au tribunal d'instance de Montreuil, 62 rue Franklin

Comité de coordination des foyers Sonacotra en grève

Face aux attaques de la Sonacotra : 21 mois de grève

LA LUTTE CONTINUE

Face à la détermination des travailleurs immigrés des foyers Sonacotra en lutte depuis 21 mois pour : la baisse des loyers trop chers ; le changement de règlement intérieur de type militaire ; les libertés élémentaires (droit de réunion, d'expression, de visite, etc.) ; et pour le renvoi des gérants racistes, anciens militaires, nostalgiques de l'Indochine et de l'Algérie, la bourgeoisie utilise tous ses moyens de répression pour tenter d'intimider les grévistes et leur faire cesser leur juste combat.

Au cours de la lutte les résidents de ces foyers ont du affronter de nombreux ennemis :

Tout d'abord, la Sonacotra (PDG Claudius-Petit, ancien ministre et député UDR), qui gère 270 foyers et fait une recette de 816 millions de nouveaux francs sur le dos des travailleurs, qui les parque dans des conditions d'insécurité criminelles comme en témoigne la mort de deux travailleurs dans l'incendie du foyer de Villejuif. Ce ne sont pas des foyers, que la Sonacotra construit, mais des prisons et des cimetières pour les travailleurs.

Ensuite le gouvernement français et ses flics qui, sur la demande de la Sonacotra et sur la dénonciation des gérants et autres mouchards, ont expulsé de France 18 délégués des résidents, le 16 avril 1976.

Ensuite, le PCF et la CGT qui ont délibérément refusé de reconnaître et de respecter l'organisation que les résidents s'étaient donnée : le comité de coordination.

Alors que l'union fait la force, ces soi-disant défenseurs des travailleurs ont tout fait pour casser l'unité entre les différents foyers et les faire négocier foyer par foyer, les poussant à céder à la Sonacotra avec des acquis dérisoires.

Enfin, les résidents en lutte pour leurs droits élémentaires se heurtent à la soi-disant justice.

(Suite p. 3)

Des ouvriers de Roubaix

«Nous devons chasser les bourgeois installés dans nos syndicats»

voir article p.8

le monde en marche

Message de félicitations du camarade Kim Il Sung au camarade Houa Kouo-feng

à l'occasion de sa nomination comme président du C.C. du P.C.C. et président de la commission militaire du C.C. du P.C.C.

Je tiens, au nom du Comité central du Parti du travail de Corée, du peuple coréen et en mon nom personnel, à vous exprimer mes félicitations les plus chaleureuses à l'occasion de votre nomination à la présidence du Comité central du Parti communiste chinois et de la commission militaire du Comité central du Parti communiste chinois.

Je suis convaincu que le peuple chinois frère, fermement uni autour du Comité central du Parti communiste chinois sous votre direction et restant fidèle à la volonté du camarade Mao Tsé-toung, renforcera la dictature du prolétariat, fera pleinement rayonner l'esprit révolutionnaire d'indépendance, d'autonomie et de confiance en soi et obtiendra des succès encore plus grands dans la lutte pour faire de son pays un puissant État socialiste, libérer Taiwan et unifier toute la Chine.

L'amitié entre les peuples coréen et chinois est une amitié militante nouée entre frères de classe, basée sur le marxisme-léninisme et l'internationalisme prolétarien, et une amitié éternelle scellée dans le sang à travers une lutte prolongée contre l'impérialisme.

Je suis convaincu que les relations d'amitié et de coopération fraternelle entre les partis, les gouvernements et les peuples de nos deux pays se renforceront et se développeront à l'avenir dans la lutte commune contre l'impérialisme et pour la victoire du socialisme, et vous souhaite sincèrement de nouveaux succès dans votre travail de direction.

Message de félicitations adressé au président Houa Kouo-feng par les dirigeants du Kampuchea démocratique

Le présidium de l'État, le Comité permanent de l'assemblée des représentants du peuple et le gouvernement du Kampuchea démocratique ont le plaisir d'adresser à votre excellence leurs félicitations les plus cordiales et chaleureuses à l'annonce heureuse de la nomination de votre excellence par le CC du PCC aux postes de président du CC du PCC et de la commission militaire du CC du PCC.

Nous nous réjouissons que les 800 millions de Chinois, unis comme un seul homme, saluent de tout leur cœur la décision du CC du PCC de nommer votre excellence président du CC du PCC et de la commission militaire du CC du PCC, et acclament très chaleureusement la victoire remportée dans l'écrasement de la «bande des quatre», clique contre-révolutionnaire et antiparti.

Pour la Chine et le monde entier, en particulier le tiers monde, cette grande victoire est un événement politique qui revêt une signification historique.

A l'occasion de cette grande victoire, nous partageons la joie de nos compagnons d'armes que sont le Parti communiste chinois, le peuple chinois et l'Armée populaire de libération de Chine. Nous sommes convaincus qu'encouragés par cette situation excellente, les 800 millions de Chinois, sous la direction du CC du PCC ayant à sa tête son excellence Houa Kouo-feng, remporteront de nouvelles grandes victoires, en continuant à appliquer la clairvoyante ligne définie par leur grand dirigeant et grand éducateur le président Mao Tsé-toung, en prenant invariablement la lutte de classes comme axe, en restant fidèles à la ligne fondamentale du Parti communiste chinois, en persévérant dans la continuation de la révolution sous la dictature du prolétariat, en continuant à pratiquer l'internationalisme prolétarien, en consolidant et en développant les victoires de la Grande Révolution culturelle prolétarienne, en faisant la révolution et en promouvant la production en vue de mener jusqu'au bout la cause révolutionnaire prolétarienne dont le président Mao Tsé-toung fut le pionnier en Chine.

Au nom du présidium de l'État du Kampuchea démocratique, de l'assemblée des représentants du peuple du Kampuchea, du peuple et du gouvernement du Kampuchea démocratique, nous vous souhaitons bonne santé et longue vie, souhaitons que vous remportiez de grandes victoires dans tous les domaines de l'application des nobles tâches révolutionnaires fixées par le président Mao Tsé-toung, grand dirigeant et grand éducateur du peuple chinois. Le peuple et le gouvernement du Kampuchea démocratique sont déterminés à renforcer et à développer l'unité militante et l'amitié fraternelle entre les deux pays de Chine et du Kampuchea et leurs peuples, de sorte qu'elles ne cessent de s'améliorer. Aucune force ne pourra détruire cette unité et cette amitié.

Animés de tels sentiments de joie et d'immense enthousiasme, nous tenons à prier votre excellence le président du CC du PCC et de la commission du CC du PCC d'accepter notre considération révolutionnaire fraternelle la plus profonde et la plus noble.

Un commentaire de l'agence Chine nouvelle sur le sommet de Ryad

Une étape vers l'unité arabe

L'actuel sommet du Caire poursuit ses travaux sur la base des discussions adoptées lors de la rencontre de 5 chefs d'États arabes et du leader de l'OLP, à Ryad. L'Agence «Chine Nouvelle» vient de publier un commentaire de cet important événement que nous reproduisons ci-dessous.

Un accord sur le problème libanais a été conclu à la Conférence au sommet tenue par la Syrie, le Liban, la Palestine, l'Égypte, l'Arabie Saoudite et le Koweit à Ryad les 17 et 18 octobre. C'est une importante étape vers l'unité arabe et un coup dur porté aux superpuissances, le social-impérialisme soviétique en particulier, qui avaient créé des troubles au Liban.

La Conférence au sommet a eu lieu au moment où les deux superpuissances hégémoniques intensifiaient leur rivalité au Moyen-Orient, le social-impérialisme soviétique recourant à la double tactique entre les parties belligérantes, et à un moment où les peuples arabes appelaient plus énergiquement à l'unité contre l'ennemi commun. Cet accord est pleinement conforme à l'aspiration commune des peuples du Moyen-Orient qui souhaitent régler les différends, dans l'intérêt total du Moyen-Orient et de l'unité arabe, à travers de sincères consultations entre les dirigeants des pays arabes intéressés et l'Organisation pour la libération de la Palestine.

Les faits ont encore une fois prouvé que les pays arabes ne peuvent résoudre leurs problèmes que par des consultations amicales conformément à l'esprit de compréhension et de compromis mutuels sans intervention étrangère.

Au contraire, compter sur la médiation des supergrands ne fera que compliquer ces problèmes, et les rendre plus difficiles à résoudre. Au cours des récents efforts pour parvenir à une médiation dans le problème libanais, l'Union soviétique, la prétendue «alliée naturelle des peuples arabes», a fait grand tapage, alléguant qu'il est nécessaire d'«entamer le dialogue afin d'éliminer les différends», qu'«une solution politique» est l'«unique méthode sage» et que «la coopération conduirait au regroupement et au renforcement du front des forces arabes» etc. Voyons donc quels sont le «souci» et «l'inquiétude» manifestés par cette «alliée naturelle» à l'égard de la situation libanaise.

En fait, c'est cette «alliée naturelle» qui a profité il y a peu du problème libanais pour jeter la confusion entre les pays arabes et l'Organisation pour la libération de la Palestine. Elle a qualifié un pays arabe de «perfide», et exerce sur un autre menaces et pressions. Elle a poussé les deux parties engagées au Liban dans un combat plus coûteux. Les nouveaux tsars, experts en tromperie et en fourberie, nourrissent un même but, que ce soit en encourageant les hostilités au Liban ou en préconisant la médiation sur la base de leur «bonne volonté», à savoir pénétrer au Liban pour s'en assurer le contrôle afin d'étendre leur sphère d'influence et de rivaliser avec l'autre superpuissance pour la domination au Moyen-Orient.

Les dirigeants arabes réunis à la Conférence de Ryad ; sur la photo les présidents Sadate et Assad, Khaled d'Arabie et Yasser Arafat.

La cause essentielle des troubles au Liban et des échecs répétés à réduire les divergences entre les pays arabes, c'est la rivalité acharnée des deux superpuissances au Moyen-Orient. L'«alliée naturelle» que prétend être le Kremlin est en fait un archicriminel. Pour se laver de leurs crimes, les nouveaux tsars clament sur tous les tons que le conflit armé prolongé au Liban est imputable aux «forces impérialistes étrangères et à leurs alliés». Mais la réalité des faits démontre clairement que ces forces impérialistes sont justement les nouveaux tsars eux-mêmes. L'archiennemi qui a semé la discorde entre les peuples arabes et palestinien et sabote leur unité, c'est précisément cette superpuissance déguisée sous le manteau du «socialisme».

A la conférence au sommet, le président syrien Hafez Assad a eu des entretiens séparés avec le président égyptien Anouar El Sadate et le président de l'Organisation pour la libération de la Palestine Yasser Arafat. Ceci a aidé à aplanir les différents entre l'Egypte et la Syrie et entre la Syrie et la Palestine, a amélioré leurs relations et raffermi leur unité. Ce résultat positif promouvra l'unité de toute la nation arabe et sera favorable à la cause de la libération de la nation arabe. Il représente un coup sévère au complot contre le monde arabe ourdi par les deux supergrands, le social-impérialisme soviétique en particulier.

La conférence de Ryad est un bon commencement. L'unité de la nation arabe est la tendance générale de notre époque, correspond à l'aspiration du peuple. Il devrait permettre à la prochaine conférence au sommet arabe qui se tiendra au Caire de remporter de nouveaux succès.

Publication en français aux éditions NBE du tome 19 des Œuvres d'Enver Hoxha, portant sur la période de la scission du MCI.

Vous pouvez vous le procurer dans les librairies :

- «Les Herbes sauvages», 70, rue de Belleville, Paris-20e
- «La Force du livre» 33, rue René-Leynaud, 69001 Lyon.

nouvelles intérieures

Après le 23 octobre

A L'ACTION CONTRE LE CHOMAGE

déclaration de la direction nationale de la JCMLF

L'opération du 23 octobre, montée par les directions syndicales révisionnistes et réformistes, a été un échec cinglant pour ces dernières. A Paris moins de 10 000 personnes ont répondu à leur appel. En dépit de l'énorme battage qu'avaient fait les dirigeants de la CGT, du PCF, de la CFDT, de la FEN, dans le but d'attirer le plus grand nombre de jeunes possible à participer à cette opération au service du Programme commun, les masses de la jeunesse sont restées sourdes à leurs appels. Cet échec des dirigeants révisionnistes et réformistes est une bonne chose.

Les faits ont montré qu'il ne s'agissait nullement d'organiser une action réelle contre le chômage des jeunes, contre le capitalisme, mais bel et bien d'une opération publicitaire destinée à utiliser la jeunesse comme une masse de manœuvre au service de ce programme bourgeois qu'est le Programme commun. N'est-ce pas tout un programme que d'entendre le clown Séguy déclarer : *«Nous encourageons les jeunes sans emploi à se faire inscrire à l'Agence nationale pour l'emploi afin de sauvegarder tous leurs droits»*, et ajouter : *«Je vous conseille très vivement de vous faire inscrire sur les listes électorales»*. Tout ce qu'ils ont à proposer à la jeunesse c'est de s'inscrire au chômage et de voter pour eux en 1978. Ils se moquent de la jeunesse ! Une seule chose les intéresse : gagner les voix des jeunes aux prochaines élections pour prendre les leviers de commande du capitalisme.

La faible participation de la jeunesse à cette mascarade ne signifie pas du tout que la jeunesse ne veut pas lutter contre le chômage. Si, la jeunesse veut se battre contre l'exploitation et l'oppression dont elle est victime ! Mais la jeunesse rejette de plus en plus ces politiciens bourgeois baptisés de «gauche» qui chaque jour s'opposent à ses aspirations les plus profondes, à ses luttes. La jeunesse veut une lutte réelle contre le capitalisme, et non pas être l'instrument de ceux dont les homologues, dans les pays révisionnistes font régner le fascisme, et qui en France ne cessent de réclamer plus de flics et de commissariats.

Les faits ont montré la justesse des orientations données par la direction nationale de la JCMLF pour cette journée. Il était juste de ne pas appeler la jeunesse à participer à cette mascarade et au contraire de la dénoncer comme étant au service de la politique contre-révolutionnaire des partis bourgeois de l'«Union de la gauche».

Il était juste également que les militants de la JCMLF, partout en France, aillent dans ces rassemblements pour en dénoncer le contenu, pour appeler la jeunesse à une véritable lutte anticapitaliste. Les discussions qu'ont pu avoir les militants de la JCMLF avec des jeunes présents, désireux de lutter contre le chômage, la vente de notre journal «La jeune garde rouge», tout cela aura contribué à mieux faire connaitre les idées marxistes-léninistes, tout cela aura contribué un peu à arracher les jeunes à l'influence du révisionnisme et du réformisme. Même si les jeunes étaient peu nombreux dans ces rassemblements il était juste de tout faire pour les arracher à l'influence des directions révisionnistes et réformistes.

Il était juste qu'à Paris, les militants de la JCMLF appellent les jeunes présents à se rendre au meeting des travailleurs immigrés des foyers Sonacotra en lutte contre le pouvoir capitaliste et les manœuvres des dirigeants du PCF. Il était juste qu'ils les appellent à soutenir financièrement cette juste lutte.

Les militants de la JCMLF ont ainsi apporté une contribution à cette question essentielle de la lutte contre le capitalisme : la solidarité active de la jeunesse française avec les luttes des travailleurs immigrés, partie intégrante de la classe ouvrière de France.

Il faut maintenant que les militants de la JCMLF mobilisent la jeunesse pour la lutte révolutionnaire contre le chômage et le capitalisme. Il importe notamment, en y associant largement les jeunes, chômeurs ou non, que les militants de la JCMLF, par l'enquête, déterminent les revendications les plus importantes des jeunes sans emploi et engagent les actions nécessaires pour les faire aboutir, par l'action de masse, dans l'unité entre les jeunes chômeurs, les jeunes travailleurs, les lycéens, les collégiens, les étudiants.

Tout en étant à la tête de ces luttes, dans la jeunesse, les militants de la JCMLF continueront à démasquer la politique contre-révolutionnaire des dirigeants révisionnistes qui ne vont pas manquer, constatant leurs échecs, de tout faire pour essayer de dévoyer la légitime colère de la jeunesse au profit de leur Programme commun.

La Direction nationale de la JCMLF
Le 25 octobre 1976

Le 23 octobre à Montpellier

LE REVISIONNISME EN ACCUSATION

Dans le cadre de la journée nationale d'action appelée par les directions syndicales CGT, CFDT, FEN et les organisations de jeunesse : J «C», Jeunesse socialiste, Jeunesse étudiante chrétienne, Jeunesse ouvrière chrétienne, avait lieu un rassemblement régional à Montpellier ce samedi 23 octobre sur le thème de la lutte contre le chômage des jeunes. Les jeunes communiste marxistes-léninistes de France avaient décidé d'intervenir à ce rassemblement pour donner un point de vue marxiste-léniniste sur l'organisation de cette journée. Un tract était prévu dénonçant l'objectif politique des organisations qui se servaient de la révolte des jeunes dans le seul but de soutenir le Programme commun et l'arrivée de la «gauche» au pouvoir par les élections de 1978. La diffusion devait être accompagnée de la vente du numéro spécial de «La Jeune garde rouge» contre le chômage. Le mot d'ordre central était : «ni plan Barre, ni Programme commun : action révolutionnaire de la jeunesse !».

Le programme du rassemblement prévoyait des stands de différentes sections syndicales et usines en grève. A travers les différents stands de la CGT, on pouvait aisément deviner leur conception de la lutte contre le chômage. Il n'y avait que des stands de nourriture (sandwiches, brioches, etc.). Tandis que les pontes de la CGT s'empifraient allègrement d'un côté, de l'autre côté on pouvait voir un stand d'une entreprise de restauration en grève (Sodeixo) où les travailleurs essayaient comme ils pouvaient de vendre leurs sandwiches en soutien à leur grève.

Très peu de jeunes, mis à part les membres bien connus de l'UNEF ou de l'UEC qui arboraient leurs brassards. Visiblement, les jeunes en lutte ne s'étaient pas sentis concernés par cette journée et n'étaient pas mobilisés. Vers 13 heures, nous nous sommes décidés à distribuer nos tracts aux rares syndiqués de base ou jeunes venus là pour voir. Aussitôt, les directions syndicales nous sont tombées dessus, sous le prétexte qu'«aucune organisation politique n'avait le droit de diffuser des tracts». Le permanent syndical CFDT nous a arraché les tracts des mains. Ce fut une riposte immédiate, non pas uniquement des JCMLF, mais de tous les syndiqués ou non syndiqués qui ont vivement désapprouvé cette attitude. En s'adressant au permanent CFDT, un syndiqué de base lui dit : «Je suis syndiqué à la CFDT et je suis contre ce que tu viens de faire et contre tout ce que tu as dit». Et le permanent de répondre : «Moi, j'ai des responsabilités au syndicat !». Ça a été un tollé général et se voyant isolé, le permanent a été obligé de nous rendre nos tracts. Pendant ce temps, des camarades discutaient avec les jeunes présents, expliquant ce qui venait de se passer et vendant «La Jeune garde rouge». Puis, les «gros bras» de la CGT, dont les pratiques fascistes sont monnaie courante se sont rapprochés du rassemblement que nous venions de former pour carrément cogner. Un camarade a reçu un coup de pied entre les jambes, deux autres ont été fortement bousculés. Les gens étaient scandalisés par de telles méthodes et venaient de plus en plus nombreux. Les pontes de la CGT se sont alors mis à crier «Union, action, Programme commun». Nous étions en face d'eux, les poings levés, scandant : «Union, action, révolution !». Mais nous n'en restâmes pas là. Certains jeunes, arrivant en retard au rassemblement et n'étant pas au courant des affrontements devaient connaître la vérité. En une heure, nous sortions un tract dénonçant les pratiques sociales-fascistes de la CGT et du PCF, mettant l'accent sur le fait qu'ils nous attaquaient à cause du contenu de notre tract. Il est bien évident que les différents groupes trotskistes ont pu diffuser et vendre leurs journaux, sans être gênés par quiconque. Nous avons pu diffuser ce tract à la manifestation sans problèmes, les pontes révisionnistes ne risquant pas une deuxième fois de s'opposer aux travailleurs et aux jeunes présents.

Ce que nous pouvons dire, c'est que la journée du 23 a été un échec total pour les organisateurs (très peu de monde). Notre intervention a été très positive, a permis de prendre plusieurs contacts et a accentué les contradictions entre les syndiqués de base et les directions syndicales traîtres. La jeunesse s'oppose au révisionnisme. Nous devons savoir répondre à ses aspirations et l'organiser en conséquence.

JCMLF Montpellier

Face aux attaques de la sonacotra : 21 mois de grève

LA LUTTE CONTINUE

(Suite de la p. 1)

Le 11 juin des centaines de travailleurs immigrés portent plainte contre la Sonacotra qui viole en permanence les lois sur le logement, et impose des conditions de vie intolérables aux immigrés.

Cette plainte s'est «égarée» dans les dossiers de la justice.

Après les vacances, la Sonacotra porte à son tour plainte contre des centaines de grévistes.Celle-ci aboutit aussitôt et les travailleurs sont jetés immédiatement devant les tribunaux.

En fait, on voit bien que la justice n'est qu'un instrument de plus aux mains de la direction raciste de la Sonacotra et du gouvernement pour faire plier les travailleurs qui luttent pour leurs justes droits.

A qui sert cette justice ? Les faits sont là aujourd'hui ! Ne pouvant faire céder la volonté de lutte des travailleurs, la bourgeoisie a pour dernier recours sa justice pour réprimer les luttes des travailleurs de la Sonacotra.

Le 28 octobre à 14 h 30, la Sonacotra traine en justice 50 travailleurs du foyer de Montreuil devant le tribunal de Montreuil.

Les 2 et 4 novembre, 50 travailleurs de Pierrefitte, et *les 9 et 16 décembre*, 83 travailleurs de St-Denis devant le tribunal de St-Denis.

Contre cette justice aux mains des ennemis des ouvriers, opposons notre lutte de masse, la masse des exploités. Pour cela, nous appelons tous nos camarades français et immigrés à soutenir notre juste lutte, car c'est notre intérêt commun.

Tous au tribunal de Montreuil jeudi 28 octobre 14 h 30, 62, rue Franklin !

Tous unis pour la victoire des résidents !

Comité de coordination
des foyers Sonacotra.

Mitterrand chez ses amis sionistes

Mitterrand est arrivé ce mercredi chez ses amis de l'Internationale socialiste au pouvoir en Israël. Il sera reçu par le gouvernement sioniste.

Dès mardi, Defferre est arrivé à Tel-Aviv à la tête d'une délégation du Parti socialiste. Il devait déclarer à son arrivée : «Nous cherchons à multiplier les contacts avec les partis socialistes dans le monde et les gouvernements où ces partis sont représentés. Ces contacts nous sont nécessaires, pour nous permettre une meilleure connaissance des problèmes du monde auxquels nous pourrions être éventuellement confrontés, en tant que parti au pouvoir.»

Cette visite ne fait que confirmer les liens étroits existant entre les agresseurs sionistes, qui usurpent la patrie du peuple palestinien, et les socialistes français. Ces socialistes qui, il y a quelques années, recevaient Golda Meir qui, quelques jours plus tôt, venait de faire assassiner Mahmoud el Hamchari, représentant de l'OLP en France.

Ces gens-là ont toujours été et sont toujours des ennemis farouches des peuples arabes, et en particulier du peuple palestinien.

la France des luttes

QUELLE COORDINATION DES LUTTES ?

3—Deux conceptions irréductibles

Nous avons vu hier les raisons pour lesquelles les initiatives de coordination des luttes se multipliaient depuis quelques mois. En dehors des raisons de toujours (recherche de l'unité, du nombre pour affronter un ennemi commun organisé) nous avons retenu plusieurs aspirations prolétariennes qui renaissent aujourd'hui avec force : la volonté de contrôle et d'élaboration des revendications et moyens de lutte par les masses ; aspiration à l'unité dans l'action et à la base, c'est la première fois qu'on voit avec quelque retentissement des sections syndicales CFDT et CGT de base affronter les menaces d'exclusions et les condamnations de leurs dirigeants confédéraux respectifs pour se rencontrer, discuter et agir ensemble ! C'est un fait d'une grande importance qui prouve que ces coordinations voient le jour parce qu'elles correspondent à une remise en cause, consciente le plus souvent, des méthodes bureaucratiques et antidémocratiques des directions syndicales dont ce devrait pourtant être le rôle que de réaliser cette tâche.

La forme la plus caricaturale de lutte «coordonée» que combattent de plus en plus de travailleurs aujourd'hui ce sont les journées nationales d'«action» parachutées du sommet (voir article en p. 8). Le reste du temps, les directions syndicales attaquent résolument toutes les initiatives qui ne sont pas sous leur contrôle et cherchent à diviser la classe ouvrière (négociations foyer par foyer à la Sonacotra, exclusion de militants révolutionnaires des syndicats...). Il s'agit bien d'une contradiction irréductible entre deux conceptions de la lutte de classe.

D'une part les coordinations qui se créent *dans l'action* et *pour elle*, pour l'unité à la base, pour la démocratie prolétarienne et d'autre part, une conception manipulatrice de l'action, parachutée bureaucratiquement, dans un but électoral et pour pratiquer la collaboration de classe sans rapport de force avec le pouvoir et le patronat.

C'est donc avant tout le contenu politique et l'attitude face à la collaboration de classe que prennent les différentes tentatives de coordination qui décidera de leur développement ou de leur échec et pas simplement le simple désir d'unité à la base et dans l'action. La mise en place des coordinations de lutte c'est avant tout un affrontement politique contre la bourgeoisie au pouvoir ou infiltrée dans les organisations syndicales.

Le PCMLF considère par ailleurs qu'il est urgent de combattre efficacement l'isolement voulu par les dirigeants de la bourgeoisie et les révisionnistes modernes, entre les mouvements revendicatifs d'une entreprise à l'autre, d'une corporation à l'autre, d'une région à l'autre, et aussi à l'intérieur des entreprises elles-mêmes, à l'intérieur d'une même corporation. Ainsi, à la SNCF par exemple, où un mouvement a peu de chances d'aboutir s'il reste au niveau local. Il faut donc établir des structures permettant une liaison rapide entre les différentes villes, notamment quand une lutte se prépare.

Les militants marxistes-léninistes doivent tout faire pour impulser la coordination des luttes entre les travailleurs d'usines appartenant à un même patron, entre les travailleurs appartenant à une même corporation, entre les travailleurs de toutes les corporations. Le mot d'ordre «Tous ensemble et en même temps» peut s'appliquer à ces différents niveaux de lutte et répond concrètement à la juste volonté de tous les grévistes. Il exprime à la fois l'unité et la solidarité de classe de la classe ouvrière, sous la direction de son parti d'avant-garde marxiste-léniniste.

Extraits de la Conférence nationale ouvrière du PCMLF (août 1976).

Lenzbourg à Lunel (Hérault)

Contre les licenciements Occupation de l'entreprise

Depuis le 14 octobre, les travailleurs de Lenzbourg (usine de conservation de fruits) sont en grève et occupent les locaux. Ils ripostent ainsi contre la décision prise par la direction de l'usine, de la fermer pour non rentabilité dès décembre 76.

A l'origine, Lenzbourg comptait 120 travailleurs fixes et de nombreux saisonniers.

Pour s'implanter et rentabiliser au maximum, Lenzbourg avait offert aux paysans, des primes de reconversion pour la culture de pêchers et avait entouré l'usine de fruits pas très adaptés à notre climat, mais étant sur place tels que la groseille...

Dans une région de viticulture en crise, où déjà pas mal de paysans acculés à la ruine avaient arraché les vignes pour planter des pommiers, c'était «l'aventure des pêches»... Vite terminée, puisque l'année dernière Lenzbourg fermait le secteur confiture de l'usine et licenciait une bonne partie de son personnel. Il parait que ce secteur n'était pas rentable, car de Lunel, les frais de transport étaient trop élevés !

A l'heure actuelle, Lenzbourg compte 58 ouvriers fixes et emploie plus de 100 travailleurs saisonniers.

Ce sont ces 58 travailleurs qui sont menacés de chômage. La fermeture de l'usine pour «non rentabilité» est prévue pour décembre. On parle déjà d'un acquéreur pour les locaux.

... A faire rêver ! Quand les pommes de toute la région vont pourrir dans des décharges publiques ! Que bon nombre de vergers ne sont pas ramassés ! On ferme la seule conserverie de fruits de la région... La loi du capital... La valse des primes à l'arrachage et à la reconversion... Quand c'est fini, on recommence...

Dimanche 24/10 à Lunel, diverses organisations appelaient la population à marquer sa solidarité avec les travailleurs de Lenzbourg.

Un discours prononcé par un responsable CGT ouvrait le rassemblement, auquel avaient répondu de 150 à 200 personnes, parmi lesquelles un groupe de travailleurs CGT et CFDT de la source Périer à Vergèse (30) usine de longue tradition de lutte.

Rappelant le passé de l'entreprise Lenzbourg, ainsi que la situation de Lunel (ville ayant la plus forte proportion de chômeurs de tout le département de l'Hérault) 500 à 600 chômeurs, il appelait à manifester dans les rues de la ville «pour défendre l'économie lunelloise».

A ce moment-là, défiant les discours et les télégrammes de députés, de nombreux travailleurs se sont mis à scander des mots d'ordre de soutien aux employés de Lenzbourg : «Non aux licenciements, non au chômage !» et s'étonnaient que le cortège n'aille pas devant l'usine bloquer la route nationale ! Grande fut leur déception quand les organisateurs ordonnèrent la dislocation... au milieu des manèges... sur le champ de foire !

Ces réactions montrent bien que la solidarité de classe existe entre ouvriers, paysans, employés, jeunes, malgré la démagogie électorale et les illusions répandues par les traitres à la classe ouvrière. C'est un premier pas dans le soutien à la lutte des travailleurs de Lenzbourg. Ils doivent gagner, et pas pour l'économie lunelloise, mais parce qu'un emploi, c'est un droit pour tout travailleur, un droit qu'ils se doivent de préserver coûte que coûte, soutenus par les autres travailleurs actifs et chômeurs de la ville et de la région !

Pour maintenir les emplois existants, pour la création de nouveaux emplois !

Non au chômage, non à l'exode, non aux licenciements, du travail pour tous !

Tous unis, avec le soutien actif de la population laborieuse, les travailleurs et les travailleuses de Lenzbourg vaincront !

Correspondant HR

Devant la montée du syndicalisme révolutionnaire

INQUIETUDE CHEZ LES DIRIGEANTS REFORMISTES DE LA CFDT

Au récent congrés fédéral de la CFDT, la question principale à l'ordre du jour était :

— Faut-il approuver ou non le projet de réorganisation avancé par la confédération qui prévoit un vaste regroupement dans une même fédération de tous les syndicats des transports et de l'équipement ?

Comme l'ont expliqué les représentants de la confédération, ce projet a pour but de permettre à la CFDT de définir une politique dans le secteur stratégique des transports et d'impulser ainsi l'action de la «gauche» dans ce domaine clef, quand celle-ci sera au pouvoir. Dans le jargon de certains dirigeants CFDT, cela s'appelle : «se placer dans la perspective du socialisme autogestionnaire» (celui de Mitterrand !)

Mais une majorité nette de syndicats était venu dire qu'ils n'étaient pas du tout d'accord car ce qu'ils veulent, c'est une fédération capable d'organiser, coordonner, impulser, renforcer les luttes des travailleurs à la base, pour permettre à ceux-ci d'emporter des succés dans leurs luttes et, aussi, prendre conscience de la nécessité de détruire le capitalisme. Or, le projet de la confédération ne répondait manifestement pas à cet objectif.

Aprés que le congrés ait ainsi désavoué la confédération, au cours d'un débat clair et démocratique, un représentant du bureau confédéral est venu faire une déclaration fort instructive.

Voulant dénoncer, sans les nommer ses contradicteurs majoritaires au congrés, il développe une longue et venimeuse diatribe contre ceux qui ne respectent pas le fonctionnement démocratique de la CFDT et qui sont : pour la lutte anticapitaliste mais contre le socialisme autogestionnaire (que font-ils, à la CFDT, demande-t-il !), pour les comités de grève ou de coordination extrasyndicaux, pour la souveraineté des sections et non des syndicats, pour l'emploi des manipulations et du terrorisme !

Aprés avoir ainsi brossé le portrait robot de l'ennemi à abattre au sein de la CFDT, l'éminent représentant de la confédération a ajouté que ce genre d'individu ne s'intéressait à la CFDT que pour faire avancer les positions de leur groupe politique et affaiblir ainsi le syndicat.

Il a déclaré que la confédération, aprés une longue patience, était décidée à mater ces gens-là... !

On se rappelle l'ajonction de Séguy aprés le dernier congrés confédéral CFDT où venait de se manifester une opposition de 40 % au bureau confédéral «Mais enfin, mettez de l'ordre dans vos 40 %... Ça devient intolérable !».

Il faut dire que ces messieurs ont, certes, bien des raisons d'avoir peur ! Le courant du syndicalisme révolutionnaire monte irrésistiblement dans la CFDT et certains bourgeois à la tête craignent bien d'être noyés d'ici quelque temps !

Car ce qui s'est passé à ce congrés fédéral n'est qu'un exemple parmi bien d'autres qui se multiplient.

ÉCOUTEZ LES RADIOS RÉVOLUTIONNAIRES !

	heures de Paris	longueur d'ondes	fréquences
TIRANA	16h00-16h30	31 m 42 m	9677 kc 7143 kc
	17h00-17h30	31 m 42 m	9677 kc 7143 kc
	19h00-19h30	31 m 42 m	9677 kc 7143 kc
	21h00-21h30	31 m 42 m	9677 kc 7143 kc
	22h00-22h30	31 m 42 m 215 m	9677 kc 7143 kc 1395 kc
	23h30-24h00	31 m 42 m 206 m	9677 kc 7143 kc 1456 kc
	6h00-6h30	31 m 42 m	9677 kc 7143 kc
PÉKIN	19h30-20h30	45,7 m 42,5 m	6565 kc 7059 kc
	20h30-21h30	45,7 m 42,5 m	6565 kc 7059 kc
	21h30-22h30	45,7 m 42,5 m	6565 kc 7059 kc
	22h30-23h30	42,7 m 42,4 m 45,9 m	7026 kc 7075 kc 6536 kc

IMPORTANT : Les longueurs d'onde 215 et 206 m (Tirana) sont dans la gamme des ondes moyennes (OM ou MW). Les autres longueurs d'onde, dans les bandes des 30 et 40 m, sont dans la gamme des ondes courtes (OC ou SW).
Si votre poste est gradué en MC au lieu de KC c'est facile de transformer : il suffit de diviser par 1 000 : 9677 kc équivaut à 9,677 mc.

la France des luttes

Dans les entreprises

La ligne politique révisionniste passe de plus en plus difficilement

La ligne politique du révisionnisme moderne élaborée par le faux Parti communiste français est distillée dans les masses par l'intermédiaire du syndicat CGT, mais avec de plus en plus de difficulté. Séguy et ses comparses prétendent que la CGT est «indépendante», nous démontrerons qu'il s'agit d'une imposture et que vraiment ils prennent les travailleurs pour des imbéciles. Après avoir démontré la volonté de la direction CGT de faire appliquer la ligne politique fondamentale du PCF (de gestion du capitalisme monopoliste d'État), nous parlerons des attaques révisionnistes contre le mouvement ouvrier en particulier contre le Parti communiste marxiste-léniniste de France et l'Humanité rouge et contre les ouvriers combatifs qui s'opposent dans la pratique à la ligne politique révisionniste. Ces attaques étant à replacer dans le contexte actuel d'une accentuation de la volonté du gouvernement de réprimer de plus en plus durement les luttes ouvrières et populaires.

Enfin, nous montrerons qu'actuellement les révisionnistes sont en difficulté, qu'ils subissent des échecs, qu'ils rencontrent de plus en plus d'opposition à leur ligne de collaboration de classe de la part de travailleurs et de sections syndicales CGT et CFDT qui veulent se battre sur de justes positions de classe.

Pour étayer ces affirmations, nous partirons d'exemples et de luttes récentes aux quatre coins de la France : chez Souriau dans la Sarthe, à l'EGF dans la Sarthe et à Paris, l'Union départementale CGT du Bas-Rhin et l'usine Télic, au ministère de l'Éducation nationale à Paris, les usines Ratier-Forest à Figeac dans le Lot, à l'IMRO (Rouen), à Renault-Billancourt, à la SCPC de Clermont-Ferrand, aux foyers Sonacotra, au comité d'entreprise de la SNECMA-Corbeil, chez les travailleurs en formation (de différentes régions), à la coordination des luttes, à l'hôpital Corentin-Celton (Paris), aux PTT (Orléans et Paris), chez Lemaire et Dilliès à Roubaix. Cette liste n'est évidemment pas limitative, mais est suffisamment variée pour avoir un point de vue d'ensemble.

Nos sources sont celles de témoignages de militants ouvriers du PCMLF et de l'Humanité rouge, de syndicalistes CGT et CFDT, ou de travailleurs inorganisés, et de tracts de ces différentes organisations.

1- La direction de la CGT veut imposer la ligne politique du PCF

A maintes reprises, on a pu voir, Georges Séguy (secrétaire général de la CGT et membre du bureau politique du Comité central du PCF) et d'autres dirigeants révisionnistes s'indigner devant l'affirmation que la CGT est un appareil dominé par le PCF. C'est pourtant bien un secret de polichinelle ! Depuis 1972 — date de la signature du Programme commun par les partis politiques soi-disant de gauche — les bonzes CGT n'ont cessé de colporter dans les masses ouvrières et populaires la ligne idéologique et politique du Programme commun, allant même jusqu'à exclure antistatutairement de la CGT ceux qui s'opposaient à cette manœuvre politique. C'est vraiment un comble qu'elle prétende être indépendante, elle en est au contraire le plus puissant propagandiste.

N'est-ce pas également une grosse manœuvre politique du PCF que le discours prononcé à Lille par Georges Marchais — secrétaire général du PCF — lors du rassemblement du 23 octobre qui était appelé au nom des syndicats CGT-CFDT-FEN ? N'est-ce pas de la récupération ? Et partout les dirigeants CGT appellent à voter pour la «gauche».

Le syndicat unique

Parmi les nombreux exemples montrant que la CGT n'est nullement indépendante mais veut imposer la ligne politique du PCF, commençons par celui du syndicat unique.

Quand les révisionnistes sont venus au pouvoir au Portugal, le PCP a imposé le syndicat unique et décrété un certain nombre de lois typiquement fascistes (telles que l'interdiction du droit de grève comme au temps du fascisme de Salazar, etc.).

En France, le PCF est pour le syndicat unique — à condition bien sûr qu'il soit sous sa botte, comme son compère portugais. Séguy a réaffirmé le dimanche 24 octobre à Europe 1 que la CGT était pour, mais que ce n'était pas encore le moment. Cette question fait d'ailleurs partie de l'ordre du jour et des principaux axes du 29e congrès de la fédération CGT des métaux, celle-ci «expliquant» que les difficultés de l'unité d'action sont dues «aux positions de collaboration de classe de la CFDT» ! Autant dire qu'ils feraient mieux de balayer devant leur porte !

Témoignagne sur la fédération CGT des métaux

Délégué syndical CGT d'une boite de la métallurgie de la région parisienne, j'ai reçu par la poste un petit paquet de ma centrale. C'était une mini-cassette pour lancer le débat «préparant» le 29e congrès de la fédération des métaux. Quel ne fut pas mon étonnement ! Et cela pour deux raisons :

Premièrement, pour l'objet en lui-même, en effet une min-cassette envoyée à raison (minimum) d'une par section syndicale, cela doit faire un sacré nombre, et vu le prix de ce matériel (la bande imprimée sur un seul côté dure 15 min), cela doit représenter une sacrée note. Et soi-disant que notre syndicat manque de fric et nous en demande sans arrêt. Un des derniers congrès a fixé le prix du timbre à 1 % de notre salaire (taux qui est relativement peu appliqué) et de ce petit capital nous n'en voyons jamais la couleur, excepté pour payer toute une ribambelle de permanents (souvent membres du PCF, pour ne pas dire toujours...), des affiches dont la majeure partie fait de la publicité pour le Programme commun de gouvernement (bourgeois) et non pour éduquer et élever la prise de conscience des travailleurs, ainsi que toute une littérature pratiquement jamais lue, faisant elle aussi bien entendu, l'apologie du Programme commun.

Deuxièmement, pour le contenu de la bande donnant les axes du congrès.

(A suivre)

Allones (Sarthe) : Contre la société Montenay

OUVRIERS DE LA CHAUFFERIE ET LOCATAIRES UNIS DANS LA GREVE (2)

Un premier article a montré le début de la grève des ouvriers de la chaufferie et la prise de contact avec l'Amicale des locataires pour populariser la lutte. L'article ci-dessous montre l'unité entre les ouvriers et les locataires qui, eux-mêmes, font la grève des charges locatives contre la même société à cause du prix du chauffage.

Epreuve de force et chantage

Devant l'attitude de plus en plus déterminée des grévistes, qui prennent confiance dans la lutte et la solidarité, la direction décida de rompre les négociations et menaça de se dessaisir de la chaufferie et de provoquer le chômage des ouvriers.

Mardi 19 octobre, *une popularisation au coude à coude, locataires et grévistes, est organisée sur le marché.*

En 2 heures, malgré une pluie battante, plus de 400 signatures de soutien furent recueillies tandis que les grévistes expliquaient les conditions de travail, le manque de sécurité et montraient leurs salaires ; même des locataires chauffés se déclaraient solidaires. Cet élan de solidarité a surpris beaucoup de militants, même marxistes-léninistes. Ce qui démontre une fois de plus qu'avoir confiance dans les masses n'est pas un mot d'ordre creux. En effet, les locataires souffraient pourtant du froid dans les appartements.

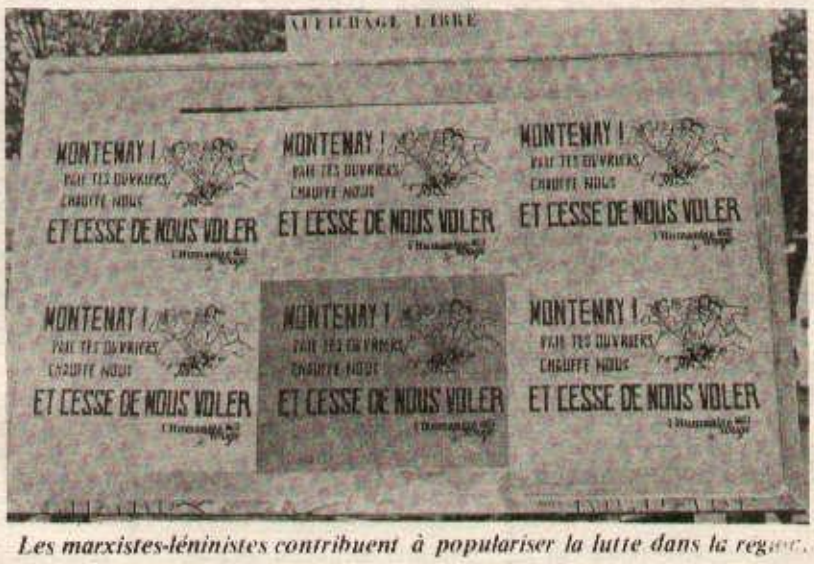
Les militants de l'amicale se rendirent alors auprès du maire (de droite) pour le presser d'intervenir auprès de Montenay afin d'obtenir la satisfaction pour les grévistes et le chauffage pour les locataires.

Celui-ci, qui fut militant de l'amicale alors qu'elle était «autonome» et dans le plus pur style amicaliste, chercha à diviser l'amicale en amalgamant l'amicale et l'Humanité rouge, feignant de confondre les deux et cherchant à mettre dans l'embarras les militants qui ne sont pas marxistes-léninistes — peine perdue — ce fut eux qui le remirent en place en expliquant le fait que l'amicale prend ses décisions démocratiquement et en affirmant qu'ils reconnaissent à tout citoyen, fût-il dirigeant de l'amicale, le droit d'avoir des engagements politiques.

LA GREVE DES LOCATAIRES

Notons que depuis mai 1976, les locataires sont aussi en lutte contre la société Montenay. Nous aurons l'occasion d'expliquer cette lutte plus en détail lors d'un prochain article mais nous disons simplement qu'après une hausse de chauffage de 38 % pour 74-75, une assemblée générale de locataires décida de suspendre le paiement des provisions de chauffage et d'eau chaude et de bloquer ces sommes sur un compte bancaire tant que le contrat ne serait révisé et une diminution obtenue.

Malgré les menaces, les faux bruits alarmistes diffusés par certains concierges et surtout des membres du PCF qui ont tout fait pour empêcher la grève, et le fait que c'était la 1e action de ce genre à Allonnes, 200 locataires poursuivent la grève et tentent de l'étendre. Leur emblème : une affichette apposée aux fenêtres avec un cochon tirelire et une inscription : GREVE CHAUFFAGE-EAU CHAUDE.



Les marxistes-léninistes contribuent à populariser la lutte dans la région.

Unité des exploités contre Montenay l'exploiteur

C'est donc unis fermement à la base et dans l'action que locataires et ouvriers se battent.

La cellule d'Allonnes du PCMLF a été constamment à l'initiative dans la lutte et la construction de l'unité. Voici le texte de l'Appel diffusé par un tract de l'Humanité rouge : « Ouvriers exploités par Montenay, locataires exploités par Montenay, notre cellule soutient depuis longtemps vos revendications.

«Elle se réjouit de l'attitude ferme adoptée par les uns et les autres et s'engage à fournir tous les efforts nécessaires pour obtenir satisfaction.

«Nous savons bien pour les vivre, quelles difficultés connaîtront les Allonnais privés de chauffage.

«Nous savons bien quelles difficultés connaissent les familles de ces ouvriers, qui se privent pour joindre les deux bouts.

«Mais nous savons aussi que PLUS VITE MONTENAY CEDERA, PLUS VITE LE CHAUFFAGE REVIENDRA.

«Aussi nous appelons tous les Allonnais à soutenir les actions qui pourraient être menées.

«Pour nous, c'est dans cette unité de la classe ouvrière contre le capitalisme que nous mettons notre plus grand espoir.

«Seul le peuple uni dans cette lutte pourra renverser le capitalisme.

«Seul le peuple uni par la lutte pourra instaurer un vrai régime socialiste.»

Offensive de la bourgeoisie contre les chomeurs

Alors qu'il y a actuellement près de 1,5 million de chômeurs en France (un million selon les chiffres «officiels»), Barre veut en diminuer le nombre pour faire croire que les choses ne vont pas si mal, que la situation n'est pas si grave que le constatent les travailleurs et les chômeurs. Pour cela il va recourir à la solution classique de la bourgeoisie : diminuer le nombre de chômeurs sur le papier en truquant les statistiques. Cela lui semble particulièrement important puisque dans une lettre qu'il vient d'adresser à son compère Beullac, ministre du Travail, il insiste sur le fait que la politique de l'emploi (lisez : du chômage) «est un aspect déterminant de l'action gouvernementale pour les prochains mois». Aussi voudrait-il que «les statistiques actuelles de l'emploi telles qu'elles sont enregistrées par l'agence nationale» cessent de «donner une vision imparfaite de la situation».

Manœuvres contre les chômeurs

Autrement dit, puisqu'il y a trop de chômeurs jetés sur le pavé par la crise capitaliste et qui se trouvent, même les sondages «officiels» de la SOFRES en témoignent, dans une situation très dificile, Barre a trouvé la solution : en rayer un bon nombre des listes sous prétexte qu'ils ne sont pas de vrais chômeurs. C'est cette opération qu'il appelle «clarification et approfondissement des statistiques». S'il s'adresse à Beullac, qui est aussi patron des ANPE, c'est pour lui demander de renforcer le truquage officiel déjà couramment pratiqué aux ANPE et d'«élaguer» les listes. Pour cela les demandeurs d'emploi à mi-temps ne sont pas comptés ; les chiffres donnés chaque mois sont soigneusement minimisés et s'il y a eu une augmentation trop forte des demandes d'emplois par rapport au mois précédent les directeurs d'agence donneront plutôt les chiffres du mois d'avant. En outre divers moyens sont utilisés pour décourager les chômeurs et essayer de les «virer» des listes pour leur ôter leurs droits. Ainsi en avril-mai la circulaire Mettais (directeur de l'ANPE) a permis d'en «radier d'office» quelques milliers parce qu'ils n'avaient pas répondu à trois lettres... de plus qu'on leur avait envoyées. Depuis quelques mois les contrôles se font de plus en plus tracassiers ; les chômeurs sont convoqués de plus en plus souvent pour des formalités bidons dans le but de les lasser.

Barre veut sans doute développer en grand ces pratiques pour se livrer à une véritable chasse aux «faux» chômeurs tout en essayant de faire croire aux travailleurs, selon les idées répandues depuis longtemps par la presse bourgeoise et les mass-media, que beaucoup de chômeurs ne cherchent pas d'emploi, sont trop couverts par les indemnités, etc. On peut imaginer l'ampleur de ces manœuvres contre les chômeurs quand on se souvient des propos de Quenel, ancien directeur de l'ANPE. Il parlait d'éliminer des listes tous les chômeurs ne bénéficiant pas des Assedic et affirmait que les jeunes n'ayant pas encore effectué leur service militaire n'étaient pas de véritables chômeurs puisque «leurs demandes n'ont pas le même caractère impératif et peuvent rester éventuellement insatisfaites». D'ailleurs l'ANPE vient de créer un corps de cinquante inspecteurs chargés sous l'autorité des Assedic, des chefs des agences locales ou des directions départementales du travail et de la main-d'œuvre d'un contrôle quasi-policier des chômeurs inscrits sur les listes.

Faire de ces chômeurs une catégorie «à part»

Sans connaitre les conclusions du groupe de travail «spécial» mis en placè par Barre, on peut en avoir un avant-goût par l'enquête que vient de publier l'Union patronale d'Ille-et-Vilaine. Selon elle 20 % des chômeurs relèveraient non du chômage mais... de l'aide sociale, du fait de l'âge, de la maladie, de divers handicaps. Autrement dit ce ne seraient pas des travailleurs comme les autres et qui ont été victimes de la crise capitaliste mais des «cas sociaux». Cette propagande très subtile a pour but de faire croire en ayant recours à des arguments «sociologiques» et «psychologiques» que si tant de travailleurs sont sur le pavé, c'est tout simplement qu'ils «ne sont pas capables de travailler»... vieille rengaine de la bourgeoisie pour faire des chômeurs une catégorie à part.

Cette Union patronale rappelle ensuite la théorie selon laquelle le chômage est dû au manque de correspondance entre les offres et les demandes d'emploi et propose des stages de qualification afin que les patrons puissent trouver une main-d'œuvre répondant à leurs besoins. Ce qu'elle demande en fait c'est la possibilité de déqualifier les ouvriers afin de les employer à des travaux sous-payés ne correspondant pas à leurs salaires et leur qualification actuels.

La bourgeoisie cherche ainsi à diviser les chômeurs et les travailleurs actifs. Elle veut discréditer les chômeurs pour leur ôter le soutien du reste de la classe ouvrière et par-dessus le marché les utiliser comme main-d'œuvre sous-payée pour faire pression sur les salaires de la classe ouvrière toute entière.

Elle veut faire croire que le chômage n'a pas l'ampleur que l'on constate dans la réalité, que les chômeurs se plaignent alors que ce sont des «feignants» qui n'ont pas été capables de travailler comme les autres et ne chercheraient même pas vraiment à travailler. Il faut combattre cette propagande et ces manœuvres, dénoncer clairement les vraies raisons du chômage qui résident dans la crise et la restructuration capitaliste. Nous devons expliquer que les chômeurs font partie intégrante de la classe ouvrière, et que l'unité de celle-ci nécessite le soutien à leurs justes revendications.

BEULLAC, MINISTRE DU CHOMAGE

Beullac, ministre du «Travail» est aussi patron de l'ANPE. Il s'est vite fait connaitre par ses propos et ses innovations. Ainsi à propos de la proportion de femmes parmi les chômeurs (55 %) il a déclaré : «Les critiques n'observent jamais d'un œil assez froid le problème de l'emploi, et ils gonflent à dessein la gravité du chômage. Par exemple, en matière de demande, il y a surtout des demanderesses. Or, une femme ne doit-elle pas, par vocation, rester à son foyer ? Mme Beullac, depuis une vingtaine d'années, se plait parfaitement chez elle...»

Ce soi-disant minitre du «Travail» cautionne des mesures aussi scandaleuses contre les chômeurs que l'installation dans le ANPE d'un télex, qui, dès qu'une offre arrive la diffuse dans toutes les agences, ce qui permet au patron de voir se presser 10, 20 etc candidats et plus pour un poste. Ce procédé qui sert du mieux les patrons oblige les chômeurs à courir pour rien les offres d'emploi.

Ce patron de choc oblige ses employés à travailler dans des conditions d'hygiène et de sécurité déplorables. Après l'incendie de l'agence Lourmel dans le 15e arrondissement il refuse de donner des locaux correspondant aux normes de sécurité et veut disperser les travailleurs dans plusieurs petites agences, il veut ainsi les diviser et augmenter encore le nombre de démarches auquel il contraint les chômeurs... dans l'espoir de les décourager de chercher du travail.

QUAND VOUS AVEZ LU LE QUOTIDIEN NE LE JETEZ PAS! DONNEZ-LE OU AFFICHEZ-LE!

L'affaire des "brigades rouges" de Grenoble

L'APPEL A LA DELATION DE MASSE

dénoncé par le syndicat de la magistrature

4 mois après le début de l'enquête le meurtrier présumé de Muriel Trabelsi et Christian Leroy a été arrêté voici une semaine après une opération de police consistant à diffuser sa voix sur toutes les antennes de radio et télévision.

Sa culpabilité n'est toujours pas prouvée malgré une quasi-unanimité de la presse ; par contre ce qui est bien démontré c'est la façon dont la bourgeoisie pourrait envisager de se servir des appels à la dénonciation de masse.

Les policiers ont avoué qu'après diffusion de la «voix» ils avaient eu 40 pistes et une certaine presse bourgeosie s'est empressée de vanter ces appels à la délation. C'est ainsi que le «Journal du Dimanche» a organisé un sondage dans la rue sur le thème «Votre fils est un assassin dangereux, le dénonceriez-vous ?»

Plusieurs journaux font d'ailleurs mine de s'interroger sur les motivations et les raisons psychologiques de cette dénonciation «familiale» alors que la sœur de Joël Matencio a rappelé à la télévision que ni son père ni sa mère ni sa sœur n'ont appelé la police : c'est un flic marié à une de ses sœurs qui l'a dénoncé contre son avis.

Cette campagne vise à créer un climat de psychose collective et à faire croire à l'opinion qu'elle estpour la délation y compris quand il s'agit de membres de sa propre famille. A quand les concours radiophoniques organisant de véritables chasses à l'homme comme ceux qui ont été pratiqués en Allemagne pour rechercher les membres de la «bande à Baader».

Le Syndicat de la magistrature dénonce ce procédé qui «s'inscrit en réalité dans la logique de l'escalade des moyens utilisés pour entretenir un climat d'insécurité» et déclare «dans la lutte contre la criminalité, la fin ne justifie pas n'importe quel moyen, même s'il est utilisé à titre exceptionnel car une telle pratique contient en germes d'autres atteintes aux libertés».

AUX EDITIONS DU CENTENAIRE

EDITIONS DU PEUPLE
SHANGHAI
DECEMBRE 1975

22 francs

Connaissance de base de l'économie politique tome I

ETUDIONS L'ECONOMIE POLITIQUE

Texte traduit du chinois et édité par

E 100

Pour la correspondance avec le journal téléphonez au : 607-23-75

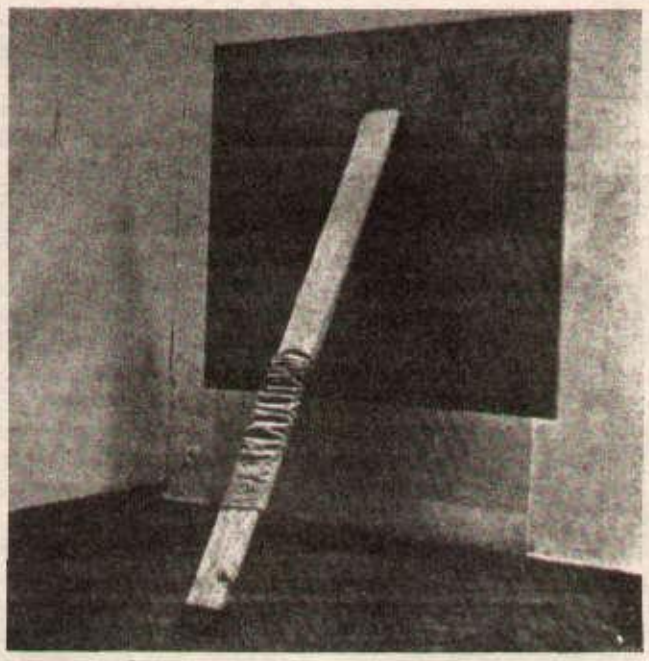
culturel

Bientôt à Paris une exposition d'art «non officiel» russe

LE «NON-CONFORMISME» OFFICIEL EN URSS

Plus de 400 œuvres de 60 artistes «non conformistes» soviétiques seront exposées du 2 au 22 novembre prochain au Palais des congrès de la porte Maillot, a annoncé l'organisateur de cette exposition, Alexandre Glezer, au cours d'une conférence de presse.

Les 400 toiles, dessins et sculptures sont l'œuvre d'artistes «non officiels» résidant en URSS, tels que Oscar Rabine, Youri Jarkhikh, Boris Svechnikov, Vladimir Nemoukhine et de peintres soviétiques émigrés en Occident, tels qu'Edouard Zelenine, Victor Koulbak (France), Alexandre Nejdanov, Bakhtchirian (États-Unis), Ernst Neizvestny (Suisse), Boudjelian (Israël).



Un exemple de l'art «non conformiste» officiel tel qu'il est pratiqué en Pologne. Cela se vend très bien (les gros bourgeois internationaux en raffolent). C'est aussi cela que veulent «démocratiser» les esthètes du PCF...

Ce phénomène existe et se développe depuis une vingtaine d'années – c'est-à-dire, comme par hasard, depuis le coup d'État de la bourgeoisie khrouchtchevienne renversant la dictature du prolétariat.

Toutes les tendances de la peinture russe actuelle y seront représentées, telles que le néo-figuratif, l'expressionnisme, le symbolisme, le cinétisme, etc.

On reconnait bien là tous les «ismes» qui font la gloire de la culture avec un grand «C», cette culture qui prétend se placer au-dessus des classes et qui, par là-même, devient l'apanage d'une élite, le vice luxueux d'une secte d'initiés qui ne prétend même plus s'adresser à un large public. Certains diront – ceux qui n'ont d'envie que de tenir les rênes du pouvoir bourgeois – que c'est dommage et qu'il faut démocratiser cette culture : la culture de l'élite bourgeoise pour tous ! Voilà un mot d'ordre qui revient à jeter plus profondément encore les intellectuels et les larges masses dans la gueule de la bourgeoisie, parce qu'il se pare d'une soi-disant lutte pour la liberté d'expression (c'est-à-dire en fait la liberté d'expression y compris pour les bourgeois et les fascistes).

Ces peintres «non conformistes» ont acquis une grande célébrité depuis 1970 à l'occasion d'expositions «sauvages» et tout particulièrement en septembre 1974 lorsqu'une exposition, organisée en plein air à Moscou, avait été dispersée à l'aide de bulldozers en présence de la presse étrangère.

Mais sans doute la nouvelle bourgeoisie russe a dû se rendre compte du profit avantageux qu'elle peut tirer de ce «non conformisme» de bon ton : développer un marché économique fructueux en entrant ainsi dans l'arène du marché mondial de la peinture et se donner un visage libéral tant à l'intérieur du pays qu'à l'extérieur.

Depuis en effet, les autorités russes ont accepté l'organisation de six expositions d'artistes non officiels dans le cadre d'une section de peinture, spécialement créée à leur intention à Moscou.

Cette exposition sera présentée à Londres le 18 janvier prochain à l'Institut d'art moderne. Bonne affaire ! Une politique de prestige qui promet d'être rentable pour les bureaucrates «esthètes» russes alors que le peuple soviétique, lui, fait la queue tous les jours pour essayer de se procurer les aliments de première nécessité.

DU 23 AU 31 OCTOBRE 1976

L'ASSOCIATION BONDY-CULTURE ET L'ASSOCIATION DES AMITIES FRANCO-CHINOISES PRESENTENT A BONDY

APPROCHE DE LA SOCIETE CHINOISE

PROGRAMME

JEUDI 28 OCTOBRE

17 h – Maison de la retraite :
«Les acrobates du cirque chinois»:
projection du film
21 h – Salons de l'Hôtel de ville :
La littérature chinoise :
conférence débat animée par Michèle Loi qui a fait plusieurs séjours en Chine, dont un de 6 mois.

EXPOSITIONS

Hall d'honneur de l'Hôtel de ville :
Images du peuple chinois,
objets d'art artisanaux,
rouleaux de soie
(lieux historiques de la révolution, paysages nouveaux transformés par l'homme, les ouvriers, les soldats, les enfants au travail ou pendant leurs loisirs).
Gravures sur bois
(chantiers navals, usines, pêcheurs, jeunes à la campagne, enfants, etc.)

Bibliothèque municipale :
Expositon de timbres poste, livres de Chine, livres sur la chine.

Les expositions sont ouvertes, à l'Hôtel de ville du lundi au samedi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h ; à la Bibliothèque municipale aux heures habituelles.
Il y a possibilité d'acquérir certains objets. Se renseigner sur les lieux d'exposition.

A la télévision, mardi soir

A propos de la délinquance juvénile

Mardi soir, nous avions l'occasion de voir un film très intéressant sur le phénoméne de la délinquance juvénile. «Les cœurs verts», tel est le nom du film, est en effet un film tourné il y a dix ans avec des acteurs dont le rôle est tenu par de véritables jeunes de la «zone», des délinquants. Ce film retrace assez bien, bien qu'il soit en dessous de la réalité et que notamment l'importance du problème des immigrés soit inexistante, les facteurs qui sont à l'origine de la délinquance : l'ennui des grandes cités, le chômage, l'attitude répressive des flics. Mais aussi le refus de ces jeunes des milieux ouvriers (français ou immigrés) d'avoir le même avenir que leurs parents qui triment à longueur de journée pour gagner un salaire misérable et qui rentrent chez eux simplement pour essayer de récupérer pour recommencer le lendemain.

Le fameux «dialogue» n'existe pas, il ne peut pas exister dans ces conditions.

Le film est très intéressant également lorsqu'il montre à quel point l'idéologie réactionnaire du système capitaliste a prise sur ces jeunes qui n'ont aucun moyen de lutter contre et qui ont pour seul point de référence des idées typiques véhiculées à travers la TV, les illustrés, le cinéma, la musique, etc. : la virilité toute puissante («Fais voir un peu si t'es un homme»), la conception de la femme (ou «salope», ou «maman»).

A travers le débat, les nombreux délinquants présents ont montré l'importance du chômage : la jeune immigrée Lila cherche depuis un mois et demi un travail d'employée de bureau, le jeune Jean-Claude ne trouve même pas une place d'aide-livreur. Mais il serait faux de croire que trouver du travail est la solution de ce problème. Le jeune Bruno montre très bien, par ses réflexions, qu'une fois travailleur, si la délinquance disparait, ce n'est pas pour autant que le jeune voit «tous ses problèmes réglés» : de «rebut» de la société capitaliste, il devient «l'esclave» des patrons... C'est pourquoi s'il est juste d'exiger du travail pour les jeunes, c'est dans le but de développer, par de telles revendications, la prise de conscience de la nécessité d'en finir avec ce système d'exploitation du peuple. Il faut condamner ces appels fascistes qu'il y a eu au cours du débat, à la «sécurité de la population», à la «prévention» (la répression) qui consistent en fait à renforcer encore plus ce système odieux.

Des lecteurs nous écrivent

Superman au secours de la CGT

Voici ci-joint un tract distribué par la CGT au sujet du rassemblement du 23 octobre.

Certains travailleurs de l'hôpital psychiatrique de Poitiers avec qui j'étais au moment de la distribution, ont bien «rigolé» en voyant «superman» sur ce tract.

C'est à peine croyable qu'ils osent utiliser un héros *américain* de bandes dessinées pour appeler à une manifestation !

Des jeunes héros révolutionnaires et martyrs ne sont sans doute pas assez connus des jeunes pour qu'ils soient obligés d'utiliser cette vedette américaine ?.

Pour la petite histoire, le journal régional «La Nouvelle République» publie depuis longtemps des épisodes de «Superman» en bandes dessinées.

Quand on sait qu'Abelin, maire réactionnaire de Châtellerault et que Montenay, député UDR qui voulait licencier un délégué CFDT combatif, sont administrateurs de ce journal, il y a de quoi réfléchir pour les adhérents et militants de cette centrale syndicale.

Un lecteur de Châtellerault.

l'Humanité Rouge

Des ouvriers de Roubaix

« Nous devons chasser les bourgeois installés dans nos syndicats ! »

« La section syndicale et des ouvriers marxistes-léninistes des usines Lemaire et Dillies veulent apporter leur contribution sur les journées d'action nationale organisées par les directions syndicales ainsi que sur le travail à mener à l'intérieur de ces syndicats. Si notre contribution en vaut la peine nous aimerions qu'elle soit publiée dans le journal Humanité rouge.»

Ainsi commence la contribution que nous ont fait parvenir des travailleurs de Lemaire et Dillies.

Tout d'abord, nous tenons à signaler que notre section syndicale ne comptait que 15 militants en novembre 75, mais depuis notre grève de décembre 75 elle regroupe plus de 200 adhérents sur 360 ouvriers (il y a chez Lemaire et Dillies trois usines, la nôtre étant la plus grosse, au total 650 ouvriers).

Depuis un an nous avons combattu au sein même de notre syndicat CFDT la ligne réformiste et démobilisatrice, qui elle seule veut diriger et imposer sa propre ligne, en nous mettant sur les justes mots d'ordre d'un syndicat de la classe ouvrière : mener la lutte classe contre classe ! Unité à la base et dans l'action !

UNITE A LA BASE ET DANS L'ACTION

Ainsi encore une fois, notre attitude par rapport à la journée du 7 octobre fut de dénoncer les manœuvres boiteuses d'infiltration de la bourgeoisie de gauche qui, ne se suffisant pas de s'être accaparée les directions de nos syndicats, veut nous imposer sa volonté sans jamais demander notre avis, sans jamais respecter le centralisme démocratique nécessaire pour que la classe ouvrière garde le contrôle de ses organisations de masse.

Pour le 7 octobre nous avons mené la lutte sur deux axes, premièrement au sein de notre Union locale de Roubaix où nous avons dénoncé le manque de préparation de cette journée avec la base elle-même et selon ses propres intérêts, ensuite au sein même de notre groupe d'usines où existe malgré nous un courant réformiste qui d'ailleurs, depuis un an, est réduit à se tenir sur la défensive face à nous et à tous les ouvriers.

Nous avions exigé une réunion syndicale de nos usines pour préparer la journée du 7 octobre, la lutte fut acharnée et le résultat fut formidable...

Nous proposions nous-mêmes, une assemblée générale de toutes les usines Lemaire et Dillies qui se déroulerait dans notre propre usine à 7 h 30 du matin, puis ensuite la formation d'un solide groupe pour la manifestation de 10 h à Roubaix.

Les réformistes refusèrent catégoriquement de s'unir à notre proposition car eux ils voulaient... «La grève si on veut ! et si on veut encore, on peut aller à la manifestation !»' «On est pour le respect de la liberté du travail» !

Bien sûr nous-mêmes n'avions pas envie au début de suivre le mot d'ordre de grève d'une journée, car nous connaissions par expérience les erreurs de ce genre de manifestation. Pourtant c'est en discutant à la base avec nos camarades de travail que nous nous sommes aperçus que ne pas suivre ce mot d'ordre c'était favoriser le terrain pour les partis bourgeois de l'Union de la gauche. Mais y aller sur des bases de lutte de classe c'était présenter à tous les ouvriers, étudiants, enseignants, employés présents à la manifestation nos justes mots d'ordre et leur ouvrir les yeux sur les trahisons des révisionnistes et des réformistes.

DES ACTES EN ACCORD AVEC LES PAROLES

Pourtant le 7 octobre à 4 heures du matin, nous étions devant la porte de l'usine pour accueillir les camarades qui étaient déjà au courant par les affiches posées dans la semaine à l'intérieur de l'usine.

A 7 h 30, toute l'usine était à l'arrêt et tous les ouvriers se tenaient debout sur les quais d'embarquement pour assister à l'Assemblée générale.

Les camarades délégués prirent la parole, en dénonçant d'abord les journées d'action comme étant des journées torpillant la volonté de lutte de la classe ouvrière, mais ils insistèrent sur la nécessité de faire grève et d'agir dans l'usine comme à l'extérieur. Puis ils dénoncèrent la collusion entre gouvernement et patron car la veille même un patron avait dit «faites la grève si vous voulez, de toute façon ce n'est pas ma faute, c'est de la faute du gouvernement, moi non plus je ne suis pas d'accord avec le plan Barre» !...

Ensuite ils parlèrent de notre usine et de nos propres problèmes pour que tous les ouvriers discutent, pour préparer notre nouveau cahier de revendications, c'est alors que beaucoup parlèrent, expliquèrent les problèmes de leur salle ou d'atelier, ce qui permit à tous de prendre conscience de toutes nos misères et de lutter pour les anéantir.

A la fin de cette assemblée générale, nos délégués appelèrent à former un groupe pour participer activement à la manifestation. *Mais déjà la production était arrêtée elle ne reprendra que le vendredi matin à 8 h.*

Nous étions une bonne cinquantaine à nous joindre à la manifestation derrière notre banderole «Non au chômage, du travail pour tous» !

Très vite, nous comprîmes la nécessité de lancer nos propres mots d'ordre car ceux imposés par les directions syndicales ne valaient vraiment rien, et c'est aux cris de : «Non, non, non à tout licenciement ; Français immigrés même patron même combat ; ouvriers, paysans, étudiants solidarité ; contre la répression offensive ouvrière ; ni plan Barre, ni Programme commun ; une seule solution la révolution» que nous avons vu nos rangs grossir grâce aux nombreux camarades d'autres secteurs qui, perdus dans une manifestation sans véritable contenu, se joignirent à nous avec de grands sourires sur la figure. Derrière notre cortège se trouvait une UL-CFDT qui lançait d'une façon hasardeuse des mots d'ordre idiots, et c'est à la demande de camarades isolés que sommes intervenus pour les obliger à lancer une partie de nos mots d'ordre, ce qui fut d'ailleurs fait au grand bonheur de notre groupe.

> D'un côté il y a la masse des syndiqués, qui est déçue, mécontente et induite en erreur par les chefs syndicaux et par les positions opportunistes et la ligne de collaboration de classes que suivent ces centrales. C'est bien pour cette raison que toujours davantage les syndiqués dénoncent, tout en s'y opposant, l'activité et la pratique des centrales syndicales réformistes et révisionnistes et de leurs chefs de file. De l'autre côté, il y a les dirigeants syndicaux qui, en tant que partie de l'aristocratie de la classe ouvrière et agents de la bourgeoisie, sont isolés et démasqués par la masse des syndiqués pour leur activité antiouvrière. La lutte entre les «leaders» syndicaux qui sont le principal obstacle au développement de la lutte de classes à l'intérieur du syndicat et la base, laquelle englobe la grande masse des ouvriers syndiqués, ne fait que s'approfondir et s'étendre toujours davantage.
>
> Afin que la classe ouvrière réalise définitivement ses aspirations et se libère de l'exploitation capitaliste, il est indispensable qu'elle fasse progresser cette lutte. Toutefois, l'expérience historique témoigne que la classe ouvrière ne peut pas devenir d'elle-même consciente de sa mission, qu'elle ne pourra triompher définitivement de la bourgeoisie que si elle est dirigée par son parti politique révolutionnaire marxiste-léniniste, qui exprime les intérêts et les aspirations de la classe ouvrière et peut lui inculquer la conscience de classe, la conscience politique, la force d'organisation, pour ne pas se laisser aller au réformisme, à l'économisme et à la spontanéité.
>
> *Extrait de «Deux lignes opposées dans le mouvement syndical mondial» de Filip Kota, p. 122 – Editions NBE.*

FAIRE CONFIANCE AUX MASSES

En définitive la journée du 7 octobre permit à de nombreux camarades de l'usine de se lancer résolument dans la lutte (nombreux d'ailleurs n'avaient jamais manifesté) car ce fut pour nous une journée enthousiaste et vraiment prolétarienne, mais nous savons que le combat ne s'arrête pas là, qu'il faut le continuer tous unis à la base et dans l'action et qu'il faut sans cesse dénoncer les dirigeants traîtres du PCF et du PS.

Cette journée du 7 octobre nous a permis en plus de nous poser quelques questions sur le tavail à mener dans nos syndicats. Tout d'abord nous estimons qu'il est urgent que chaque section syndicale d'entreprise, de lycée, etc., exige des comptes de la part de la direction syndicales sur les méthodes de préparation de telles journées en portant les critiques sur : le manque total de liaison avec la base dans le cadre d'une préparation approfondie de telles journées ; refuser de se laisser imposer des mots d'ordre pour les manifestations mais exiger qu'ils soient discutés dans les réunions et assemblées générales du syndicat ; exiger une préparation à la base de l'organisation même de la manifestation : confection des affiches et des banderoles, mise en place du service d'ordre (toujours inexistant à la CFDT), contrôle et discussion du trajet.

OSER LUTTER CONTRE LES CONCEPTIONS REVISIONNISTES

Mais surtout, les critiques portées doivent être d'ordre politique car, dénoncer les permanents syndicaux qui s'opposent à la ligne de telle ou telle autre section syndicales parce qu'elles osent lutter classe contre classe, c'est dénoncer la bourgeoisie bureaucratique en place dans nos syndicats. Dénoncer le cloisonnement mis en place dans nos syndicats entre les différents secteurs, ex. : Hacuitex, Métallurgie, Chimie, SGEN pour ce qui est de la CFDT, c'est dénoncer les tentatives réformistes qui visent à combattre l'unité ouvriers,paysans, enseignants. Et en cela nous devons exiger des réunions générales car un seul exemple suffit : qui peut parler d'une école socialiste sinon les travailleurs eux-mêmes, qui donc peut vraiment aider les instituteurs et les enseignants dans notre syndicat sinon que les travailleurs eux-mêmes. Ainsi chez nous, nous avons transmis à des camarades enseignants notre réglement intérieur d'usine pour qu'ils en parlent à leurs élèves, voilà les véritables fondements de l'unité de la classe ouvrière et des masses populaires.

Enfin, nous devons dénoncer les manipulations des partis bourgeois de l'Union de la gauche, en exigeant des comptes sur leur participation dans les manifestations syndicales et en exigeant de notre syndicat l'interdiction pour ces partis traitres d'être représentés dans nos manifestations.

Nous voulons un syndicat de la classe ouvrière, nous devons combattre les bourgeois installés dans nos syndicats, les combattre, les dénoncer, les chasser, sont là des tâches qui doivent être les notres, enfin alors nous aurons un seul syndicat de la classe ouvrière, au service de la classe ouvrière.

La section CFDT et des ouvriers communistes marxistes-léninistes des usines Lemaire et Dillies de Roubaix (Nord)

Directrice de publication : Suzanne Marty Distribution : NMPP IMP. La Nouvelle Dépôt légal : 4e trimestre 1976